

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2638**23 octobre 2013****SOMMAIRE**

1 2 3 Luxembourg S.A.	126583	H.B.P. (Holding) S.A. SPF	126578
1stAMG S.A.	126584	HMTCE	126579
352 Startups S.à.r.l.	126585	KS&T Venture Holdings S.à r.l.	126624
4SQ International Société Anonyme	126585	Metis Investments S.à r.l.	126598
aBI Consulting S.à r.l.	126588	Montsaugest S.à r.l.	126579
AG Holding S.A.	126587	MS Participations S.A.	126618
Albert Streff - Transports Internationaux, Déménagements	126586	Murex Local Market Development S.A. .	126579
Alcentra European DLF S.à r.l.	126589	Nei Aarbecht	126580
Allianz Infrastructure Luxembourg II SI- CAF-FIS	126589	Neways Parent S.à r.l.	126580
Alpha Fund, S.C.A., SICAV-SIF	126589	Newland Investment S.A.	126580
Alscot Sàrl	126589	Novapharm S.A.	126579
Arvic Sàrl	126586	NXMH SARL B.V.	126598
Bacci Holding s.à r.l.	126587	Prize Holdings 1 S.à r.l.	126598
Baco Sàrl	126587	Raiam S.à r.l.	126588
Beltao S.à r.l.	126587	Sauza International S.à r.l.	126590
Birdy & Co Private S.A. SPF	126585	Sialina Investment S.A.	126582
Bluehill Participations S.à r.l.	126586	Smart Holdco S.à r.l.	126622
BlueOrchard Asset Management (Luxem- bourg) S.A.	126586	SPE III Sirani S.à r.l.	126582
BTG Pactual Oil&Gas S.à r.l.	126588	Spring Air Lux Ltd	126588
Carles S.A.	126588	Sweet Paradise S.A.	126580
Cognis Investment S.à.r.l.	126587	TCW/MAC Capital Ltd. Luxembourg S.à r.l.	126581
Dassil Invest S.A.	126616	THBIREF Management Company S.à r.l.	126581
DIC Poland sp. z o.o. Luxembourg Branch	126578	Tiketitan S.A.	126581
Dowell S.A.	126612	UniCredit Luxembourg S.A.	126581
Eden Lux S.à r.l.	126578	Unifida Holding S.A.	126583
EPF Acquisition Co 6 S.à r.l.	126622	Union Retail REIT S.A.	126582
Fidelity International Real Estate Fund Company 13	126578	UREIT Prop D S.à r.l.	126585
Fidelity International Real Estate Fund Company 14	126578	WHITE Investments	126583
Fidelity International Real Estate Fund Company 23	126579	Yago Immobilière S.A.	126583
		Zorille Properties S.A.	126582
		Zorille Properties S.A.	126584
		Zorille Properties S.A.	126584
		Zyn Coiffure S. à r.l.	126584

DIC Poland sp. z o.o. Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.064.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
(conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2013.

DIC Poland Luxembourg Branch

Jemie R.E. Nelson

Gérant

Référence de publication: 2013127630/14.

(130155623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Eden Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.712.

Dépôt rectificatif des comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 6 Décembre 2012 sous la référence L120226490.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013

EDEN LUX S.à r.l.

Référence de publication: 2013127639/12.

(130155845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 13, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.953.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127670/9.

(130155740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 14, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 140.070.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127671/9.

(130155739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

H.B.P. (Holding) S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 66.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013127743/10.

(130155879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

HMTCE, Société Civile.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg E 4.813.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127750/10.

(130155228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Fidelity International Real Estate Fund Company 23, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 153.618.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127680/9.

(130155751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Montsaugest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 148.520.

Extrait des résolutions adoptées par les actionnaires de la Société en date du 20 août 2013:

- Madame Cristina Fileno avec adresse professionnelle au 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, a démissionné de sa fonction de gérant de classe B avec effet au 20 août 2013.
- Madame Laure Paklos avec adresse professionnelle au 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, est nommé gérant de classe B avec effet au 20 août 2013 pour une période indéterminée.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2013127874/14.

(130155361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Murex Local Market Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 171.880.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013127879/10.

(130155181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Novapharm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 124.859.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait sincère et conforme
NOVAPHARM S.A.*

Référence de publication: 2013127894/11.

(130155813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Nei Aarbecht, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7351 Helmdange, 7, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 25.009.

Le Bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Helmdange, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127885/10.

(130155802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Neways Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.621.179,00.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 121.152.

Extrait des Résolutions de la réunion du Conseil de Gérance tenue à Luxembourg en date du 28 août 2013

Il résulte des résolutions du Conseil de Gérance que:

- Le siège social de la Société est transféré au 11 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg avec effet au 01.09.2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Pour Neways Parent S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013127888/15.

(130155266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Newland Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.047.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

11, Boulevard Royal

L-2449 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2013127890/13.

(130155397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Sweet Paradise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 95.924.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 09 septembre 2013

Démission de NAUWELAERTS Théo Edmond Jan Frans, DE RO Bettina Madelaine et NAUWELAERTS Bart Frans de leur fonction d'administrateurs

Démission de NAUWELAERTS Théo Edmond Jan Frans de sa fonction d'administrateur-délégué.

Nomination des nouveaux administrateurs pour une durée de 6 ans:

BENC BVBA, domiciliée Marie Stevensstraat 9, B-9800 Deinze, immatriculée BE0898 341 348

BRECI BVBA, domiciliée Jachthoornlaan 27, B-2980 Zoersel, immatriculée BE0877 538 709 FILIP VANHERPE BVBA, domiciliée Villerslei 137, B-2900 Schoten, immatriculée BE0480 273 922

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013127992/16.

(130155791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

THBIREF Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.784.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Août 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013128057/13.

(130155438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

TCW/MAC Capital Ltd. Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 157.072.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

TCW/MAC Capital Ltd. Luxembourg S.à r.l.

Patrick van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2013128053/14.

(130155615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Tiketitan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 131.527.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 septembre 2013

1. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.
2. L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins à l'adresse: L - 1413 Luxembourg, 3, Place Dargent (auprès de la société "C.T.P").

R. Caurla

Liquidateur

Référence de publication: 2013128059/14.

(130155220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

UniCredit Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 9.989.

—
Das Unterschriftenverzeichnis der Gesellschaft, welchem der Vorstand der Gesellschaft am 10. September 2013 zugestimmt hat, wurde beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. September 2013.

UniCredit Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2013128072/13.

(130155710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

SPE III Sirani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 133.497.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2895 du 13 décembre 2007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPE III Sirani S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013128023/13.

(130155263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Sialina Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.580.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013128008/12.

(130155569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Union Retail REIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.411.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 1^{er} août 2013, sous la référence L130133315 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013. *

Référence de publication: 2013128069/12.

(130155215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Zorille Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.593.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 02 septembre 2013, Monsieur Sébastien BOMBENGER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été nommé administrateur au sein du Conseil d'Administration en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Giuliano BIDOLI.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 09.09.2013.

Pour: ZORILLE PROPERTIES S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013128098/17.

(130155683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Yago Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 88.578.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 8 juillet 2013.

- La démission avec effet au 8 juillet 2013, de Madame Isabelle SCHUL, de son mandat d'Administrateur est acceptée.
- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé privé, domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé en tant qu'Administrateur avec effet au 8 juillet 2013 en remplacement de Madame Isabelle SCHUL, Administrateur démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2014.

Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Certifié sincère et conforme

YAGO IMMOBILIERE S.A.

J.-H. DOUBET / C. MOGNOL

Director / Director

Référence de publication: 2013128092/17.

(130155241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

WHITE Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 129.826.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128087/9.

(130155524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Unifida Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 20.035.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire en date 14 août 2013

1. Les démissions de Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, de Monsieur Pierre MESTDAGH et de Monsieur François MESENBURG de leur mandat d'Administrateur avec effet au 14 août 2013 sont acceptées.
2. La démission du Commissaire, la société FIN-CONTROLE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, est actée au 14 août 2013.

Certifié sincère et conforme

Pour UNIFIDA HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013128073/14.

(130155666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

1 2 3 Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 55.215.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société du 22 avril 2013 que:

- le mandat d'administrateur-délégué de Madame Carine HUON, née le 9 janvier 1965 à Leuven, domiciliée à B-3000 Leuven, Jan Cobbaertplein 2/201, est renouvelé, aux mêmes conditions, pour une durée d'une année, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013128101/14.

(130155179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Zyn Coiffure S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 145.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ZYN COIFFURE S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013128099/11.

(130155880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Zorille Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 108.593.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09.09.2013.

Pour: ZORILLE PROPERTIES S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Isabelle Marechall-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013128095/15.

(130155680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Zorille Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 108.593.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09.09.2013.

Pour: ZORILLE PROPERTIES S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013128096/15.

(130155681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

1stAMG S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 143.838.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 juillet 2013 que:

- Monsieur Vincent CORMEAU a démissionné de sa fonction d'administrateur et président.
- Monsieur Alessandro GASPARINI, employé, né à Milan (Italie) le 26 juin 1972 et domicilié via A. Volta 16, CH-6830 CHIASSO a été nommé en tant qu'administrateur et président. Il reprend le mandat de son prédécesseur.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013128102/13.

(130155354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

4SQ International Société Anonyme, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 148.184.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013128105/11.

(130155874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

352 Startups S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München.
R.C.S. Luxembourg B 178.326.

Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Extraordinaire des actionnaires qui a eu lieu au Luxembourg le 5 août 2013.

Première résolution:

L'Assemblée décide d'attribuer le pouvoir de signature individuel à:

M. Christian Zoïs, gérant et actionnaire de la société 352 Startups S.à.r.l., résident à 11 rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne L-1361 Luxembourg

Extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013128103/14.

(130155587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

UREIT Prop D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 159.485.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 1^{er} août 2013, sous la référence L130133308 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128074/12.

(130155170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Birdy & Co Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 158.872.

Lors de l'Assemblée générale ordinaire tenue en date du 13 août 2013, les démissions de VALON S.A., société anonyme, représentée par Mr Cédric JAUQUET, représentant permanent et LANNAGE S.A., société anonyme, représentée par Mr Yves BIEWER, représentant permanent ont été acceptées. De ce fait, le nombre des Administrateurs a été réduit de trois à un.

Luxembourg, le 11.09.13.

Pour: BIRDY & CO PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013128205/17.

(130156382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Bluehill Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 152.300.

—
L'adresse de Monsieur Antoine FLOCHEL, gérant de la société, est modifiée comme suit:

Monsieur Antoine FLOCHEL, 64, avenue Emile Duray, B-1000 Bruxelles,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013128192/12.

(130156405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

BlueOrchard Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 170.191.

—
Le conseil d'administration à Senningerberg a pris acte de la démission des Administrateurs de la société, Monsieur Ernst BRUGGER et Monsieur Marc BEAUJEAN de leur mandat d'administrateur avec effet le 1^{er} septembre 2013.

Le 1^{er} septembre 2013, le conseil d'administration a élu Monsieur André ROELANTS en tant que Président du Conseil d'Administration.

Le 1^{er} septembre 2013, le conseil d'administration a nommé un nouvel administrateur en la personne de:

- Monsieur Patrick Scheurle, né à Oberrieden (Suisse), dont l'adresse professionnelle se trouve en 32, rue de Malatrex, CH-1201 Genève, Suisse.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2013128193/16.

(130155653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Arvic Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 84.992.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/09/2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013128181/12.

(130156210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Albert Streff - Transports Internationaux, Déménagements, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 138, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 11.477.

—
Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013128174/14.

(130156005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Baco Saràl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4121 Esch-sur-Alzette, 2, rue des Fondateurs.

R.C.S. Luxembourg B 81.191.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Esch-sur-Alzette, le 12 avril 2013. Signature.

Référence de publication: 2013128195/10.

(130156355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Bacci Holding s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.343.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Référence de publication: 2013128183/9.

(130156394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

AG Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.044.

A l'attention des actionnaires

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission de mon mandat d'Administrateur de la société AG HOLDING S.A., avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Mauro Cadorin.

Référence de publication: 2013128171/11.

(130156540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Cognis Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.651.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 Septembre 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013128225/12.

(130156008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Beltao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 12, rue de la Boucherie.

R.C.S. Luxembourg B 152.259.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/09/2013.

G.T. Experts Comptables Saràl

Luxembourg

Référence de publication: 2013128201/12.

(130156570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Raiam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 6, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 157.900.

J'ai l'honneur de vous informer par la présente je donne ma démission comme gérant administratif de la société «RAIAM Sàrl», avec effet immédiat.

Bettembourg, le 30 août 2013.

Giampietro AMABILI.

Référence de publication: 2013128139/10.

(130155520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

aBI Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6460 Echternach, 9, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 172.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128144/9.

(130156415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Spring Air Lux Ltd, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1221 Luxembourg, 251, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 150.885.

FERMETURE D'UNE SUCCURSALE

Je voudrais vous informer que la succursale SPRING AIR LUX LTD - numéro d'immatriculation B 150885, a cessé son activité au Grand-Duché de Luxembourg à partir de 01.09.2013.

Metodi FILLPOV

Gérant

Référence de publication: 2013128143/12.

(130155647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Carles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 83.690.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des délibérations d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 5 septembre 2013 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg a été ordonné.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013128231/12.

(130156530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

BTG Pactual Oil&Gas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 178.407.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 11 septembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013128212/11.

(130156273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Alpha Fund, S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 134.597.

Le Rapport Annuel Révisé au 31.12.2012 et la distribution de dividendes relative à l'assemblée générale ordinaire du 21/08/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013128152/11.

(130156184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Allianz Infrastructure Luxembourg II SICAF-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 165.370.

Les statuts coordonnés au 9 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013128151/12.

(130156359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Alscot Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.237.122,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 137.865.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Septembre 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013128154/12.

(130156060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Alcentra European DLF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 176.680.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par l'associé unique de la Société en date du 9 Septembre 2013 que:

- La démission de Monsieur Peter Dickinson, de ses fonctions de gérant de la Société, a été acceptée avec effet au 9 septembre 2013.

- Madame Alexandra Fantuz, née le 25 septembre 1974 à Hayange, France, avec adresse professionnelle au 51 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommée gérante de la Société en remplacement de Monsieur Dickinson démissionnaire, avec effet au 9 septembre 2013, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013128150/19.

(130156100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Sauza International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 180.835.

**—
STATUTES**

In the year two thousand and thirteen on the fourth of October.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

BEAM EUROPE S.A R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 124.112

here represented by Mr. Regis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given on August 23, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which set forth in Articles 6.1, 6.3, 6.6, 8 and 13 the specific rules applying to sole shareholder companies.

Art. 2. Corporate purpose. The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may purchase raw materials and cause the development and manufacture of finished goods including, but not limited to, tequila and other beverages to be sold or distributed to affiliated or non affiliated companies.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company and may directly or indirectly create, develop, invest or acquire in any manner patents, trademarks, licenses, know how, copyright and other industrial, commercial or intellectual property or rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also license the right to use, sublicense, sell or dispose of the same, in whole or in part, and subcontract the management and development of the same.

The Company may execute, deliver and perform all contracts and other undertakings and engage in all activities and transactions as may in the opinion of the Managers be necessary or advisable to carry out the foregoing objects and purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination "SAUZA INTERNATIONAL S.À R.L.".

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 Subscribed share capital

The share capital of the Company amounts to twelve thousand four hundred Euros (EUR 12,400) represented by twelve thousand four hundred (12,400) shares with a par value of one Euro (EUR 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account, into which any premium paid on any share is transferred.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company ("société unipersonnelle") in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 Reserve - Share Premium Account

The Company shall maintain a share premium reserve account for the Company's shares (the "Share Premium Reserve Account"), and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid up on the Company's shares.

The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Share Premium Reserve Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, prescribed that shareholder(s) representing at least half of the Company's share capital are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder(s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company's shares as long as all the Company's shares are held by only one (1) shareholder.

Amounts so recorded to the Share Premium Reserve Account will constitute freely distributable reserves of the Company for the sole benefit of the shareholder(s).

6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

6.4 Profit participation

The shares entitle to a fraction of the Company's assets and profits as provided by article 12 of the present Articles.

6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one (1) or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder (s) as a category A manager or a category B manager.

If at a time when there is a sole manager, a further manager is appointed, the shareholder(s) shall, at such time, in addition to designating the new managers as category A manager or category B manager, also designate the existing manager, to the extent not already categorised, as a category A manager or a category B manager.

The manager(s) need(s) not to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its sole manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B or by the single signature of any ad hoc agent to whom such signatory power has been delegated, but only within the limits of such power.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of managers of category A and managers of category B is present or represented at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting; such majority shall include the vote of at least one category A manager and the vote of at least one category B manager.

The managers shall designate among them a Chairperson at the beginning of each meeting of the board of managers of the Company. The board of managers may also elect a secretary, who need not be a manager or a shareholder of the Company, and who will be responsible for keeping the minutes of the relevant meeting of the board of managers of the Company. The Chairperson has the casting vote in the event of a tied vote.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing either in writing or by fax or e-mail another manager of the same category as proxy.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted at the majority of the votes by shareholders owning more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one (1) or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year, with the exception of the first accounting year which begins on the date of incorporation of the Company and terminates on December 31, 2014.

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

Art. 12. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges due from the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, BEAM EUROPE S.A R.L., aforementioned declared to subscribe the entire share capital represented by twelve thousand four hundred (12,400) shares of one Euro (EUR 1) each.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of twelve thousand four hundred Euros (EUR 12,400) is at the disposal of the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

Resolutions of the sole shareholder

1. The Company will be managed by the following managers:

Category A managers:

- Mr. Michael Charles RICHARDS, born on July 25, 1955, in Memphis, United States of America, and residing professionally at 510 Lake Cook Road, 60015 Deerfield, Illinois, Chicago, United States of America;
- Mr. Leo Anthony MiERZWICKI, born on November 22, 1969 in Maryland, United States of America, and residing professionally at 510 Lake Cook Road, 60015 Deerfield, Illinois, Chicago, United States of America;

Category B managers:

- Mr. Fabrice ROTA, born on February 19, 1975, in Mont-Saint-Martin, France and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr. Patrick Leonardus Cornelis VAN DENZEN, born on February 28, 1971 in Geleen, Netherlands and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatre octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

BEAM EUROPE S.A R.L., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.112

ici représentée par Mr. Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 août 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1^{er} . Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.3, 6.6, 8 et 13, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut procéder à l'émission de tous types d'actions, sûretés ou garanties rachetables ou non, sans toutefois pouvoir les offrir au public.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société peut acheter des matières premières et les développer et fabriquer en produits finis, y compris, mais sans s'y limiter, de la tequila et autres boissons destinés à être vendues ou distribuées à des sociétés affiliées ou non affiliées.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et peut directement ou indirectement créer, développer, investir ou acquérir des brevets, marques, licences, savoir-faire, droits d'auteur et autres droits de propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle ou droits de toute nature ou origine que ce soit. La Société peut également accorder le droit d'utiliser, céder, vendre ou aliéner ces droits en tout ou en partie, et sous-traiter la gestion et le développement desdits droits.

La Société peut contracter, délivrer et exécuter tous contrats et autres engagements et de s'engager dans toutes les activités et transactions que les gérants de la Société considéraient comme nécessaires ou souhaitables pour la réalisation de l'objet social de la Société.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination «SAUZA INTERNATIONAL S.A R.L.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cent Euros (EUR 12.400) représenté par douze mille quatre cent (12.400) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Outre le capital social, un compte de prime d'émission peut être créé dans lequel toute prime payée sur une part sociale est alloué.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Prime d'émission

La Société doit maintenir un compte de prime d'émission pour les parts sociales de la Société (le «Compte de Réserve de Prime d'Emission») et toute prime payée sur les parts sociales de la Société doit y être inscrite.

Les Associés peuvent également augmenter le montant du Compte de Réserve de Prime d'Emission par un apport ou par incorporation de réserves de la Société pourvu que les associés représentant au moins la moitié du capital social de la Société soient présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés présents ou représentés votent en faveur.

Une telle augmentation peut être effectuée sans l'émission de parts sociales nouvelles tant que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les montants ainsi enregistrés sur le Compte de Réserve de Prime d'Emission constitueront une réserve librement disponible au seul bénéfice des associés.

6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.4 Participation aux bénéfices

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société conformément à l'article 12 des présents Statuts.

6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chaque associé ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un (1) gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégorie A et de catégorie B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou de catégorie B.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant, au cas où celui-ci n'aurait pas déjà été catégorisé comme gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la seule signature de tout mandataire ad hoc à qui un tel pouvoir de signature a été délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion; cette majorité doit inclure la voix d'au moins un gérant de catégorie A et celle d'au moins un gérant de catégorie B.

Les gérants désignent parmi eux un Président au début de chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant ou un associé de la Société, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux de la réunion du conseil de gérance de la Société. Le Président a une voix prépondérante en cas de partage des voix.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance en nommant par écrit, fax ou e-mail un autre gérant de même catégorie comme son représentant.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées en procès verbaux ou établis par écrit. Chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par l'associé unique sont consignées en procès verbaux ou établis par écrit.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par la majorité des voix des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre d'associés est supérieur à vingt cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, à l'exception toutefois de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et du montant des réserves conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le boni net de la liquidation sera distribué à/aux associé(s), selon les mêmes règles de distribution que celles énoncées pour les distributions de dividendes, de manière à atteindre le montant global du résultat économique.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, BEAM EUROPE S.A R.L., susnommée, déclare souscrire l'entière du capital social représenté par douze mille quatre cent (12.400) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cent Euros (EUR 12.400) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Décisions de l'associé unique

1. La Société est administrée par les gérants suivants:

Gérants de catégorie A:

- Mr. Michael Charles RICHARDS, né le 25 juillet 1955 à Memphis, USA, demeurant professionnellement au 510 Lake Cook Road, 60015 Deerfield, Illinois, Chicago, USA;

- Mr. Leo Anthony MIERZWICKI, né le 22 novembre 1969, au Maryland, USA, demeurant professionnellement au 510 Lake Cook Road, 60015 Deerfield, Illinois, Chicago, USA.

Gérants de catégorie B:

- Mr. Fabrice ROTA, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin, France, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mr. Patrick Leonardus Cornelis VAN DEN ZEN, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46005. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Référence de publication: 2013145091/454.

(130176867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Prize Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.805,02.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 150.480.

Il résulte d'un contrat de cession daté du 26 Août 2013, que la société Payzone Ventures Limited ayant son siège social au Davidson House, Gadbrook Park, Rudheath, Northwich, Cheshire, CW9 7TW a acquis 16 458 parts sociales A, 16 458 parts sociales B, 16 458 parts sociale C, 16 458 parts sociales D, 16 458 parts sociales E, 16 461 parts sociales F, 16 462 parts sociales G, 1 434 parts sociales H et 1 434 part sociales I. L'entière des parts acquises ont été cédées par Monsieur Gary Jennison résidant à Walden Cottage, Bull Lane, Gerrards Cross, Buckinghamshire SL9 8RYI, Royaume-Uni.

Ces cessions de parts ont été notifiées et acceptées par la société Prize Holdings 1 S.à r.l. en date du 26 Aout 2013 conformément à l'article 1690 du Code Civil et à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Gérant

Référence de publication: 2013128454/19.

(130155978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.

Metis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 116.152.

NXMH SARL B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 180.534.

MERGER PROJECT / PROJET DE FUSION

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of the month of October.

Before Us, M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

APPEARED:

Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, with professional address in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling (Grand Duchy of Luxembourg),

on behalf of the board of managers of Metis Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.152, hereinafter referred to as the "Absorbing Company",

by virtue of a proxy given by all the members of the board of managers of the Absorbing Company dated 2 October 2013; and

Mr. Christian DOSTERT, prenamed,

on behalf of the board of managers of NXMH SARL B.V., a private limited liability company, incorporated under the laws of the Netherlands, having its statutory registered seat in Amsterdam, the Netherlands, and its central administration at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Dutch trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, the Netherlands, under number 34369409 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 180.534, hereinafter referred to as the “Absorbed Company”,

by virtue of a proxy given by all the members of the board of managers of the Absorbed Company dated 2 October 2013.

Such proxies, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting as stated here above, have requested the notary to record in the notarial form the present draft merger project (the “Merger Project”) relating to the Absorbing Company and the Absorbed Company (together being referred to herein as the “Merging Companies”) as follows:

WHEREAS:

The Absorbing Company is a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.152, incorporated pursuant to a notarial deed of M^e Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), dated 21 April 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 1324 on 8 July 2006, page 63533. The articles of association of the Absorbing Company have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, on 1 December 2011, published in the Mémorial number 134 on 17 January 2012, page 6389. The subscribed capital of the Absorbing Company is set at twenty-two thousand seven hundred twenty-five euros (EUR 22,725.-), fully paid up.

The Absorbed Company is private limited liability company, incorporated under the laws of the Netherlands, having its statutory registered seat in Amsterdam, the Netherlands, and its central administration at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Dutch trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, the Netherlands, under number 34369409 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 180.534. Its articles have been made compliant with Luxembourg law pursuant to a deed of the undersigned notary dated 26 September 2013, published in the Mémorial number 2497 on 9 October 2013, page 119832. The articles of association of the Absorbed Company have not been amended since then. The subscribed capital of the Absorbed Company amounts to one hundred thirty-four thousand euro (EUR 134,000.-), fully paid up.

The boards of managers of the above-mentioned companies (the “Boards”) submit the proposal of a merger (the “Merger”) of the Absorbing Company with the Absorbed Company.

The proposed Merger is subject to the condition that the shareholder of the Absorbing Company approves the present Merger Project at an extraordinary general meeting of shareholder (the “Extraordinary General Shareholder’s Meeting”) that will take place following one (1) month from the date of publication of the present Merger Project in the Mémorial and a Dutch daily newspaper, in conformity with the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the “Law”) and article 2:317 paragraph 2 of the Dutch Civil Code (the “DCC”).

The effective date of the Merger shall be the date of publication of the notarial deed enacting the Extraordinary General Shareholder’s Meeting of the Absorbing Company in conformity with article 273ter (1) of the Law (the “Effective Date”).

IT IS AGREED as follows:

1. The Merging Companies intend to effectuate on or around the month of December 2013 or at any date thereafter, the merger between the Absorbing Company and the Absorbed Company in accordance with the provisions of articles 261 to 282 of the Law and Title 2.7 of the DCC.

2. The articles of association of the Absorbing Company are attached to this Merger Project as Appendix 1 and will not be amended on occasion of this Merger.

3. The Absorbing Company is the owner of one hundred thirty-four thousand (134,000) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each of the Absorbed Company, representing the entirety (100%) of the share capital of the Absorbed Company.

4. Based on interim accounts as at 30 September 2013, the Absorbed Company has a total of consolidated assets of € 65,300,806.63 and a total of consolidated liabilities of € 0. The assets and liabilities of the Absorbed Company that will become the assets and liabilities of the Absorbing Company have been valued in accordance with Luxembourg and Dutch legal requirements.

5. At present the management board of the Absorbing Company is constituted as follows:

(1) Mr. Jean-Guibert Mahy, born on 20 March 1977 in Anderlecht, Belgium, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

(2) Mr. Gregor McMillan, born on 4 April 1970 in London, United Kingdom, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

(3) Mr. Manfred Zisselsberger, born on 11 July 1949 in Teisnach, Kreis Regen, Germany, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg; and

(4) Mr. David Widart, born on 12 June 1977 in Marche-en-Famenne, Belgium, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

The composition of the management board of the Absorbing Company shall not be amended on occasion of this Merger.

6. All of the assets and liabilities (apport d'universalité de patrimoine) of the Absorbed Company will be contributed to the Absorbing Company, in accordance with article 257 and following of the Law, with effect as of 2 October 2013. All respective profits made and losses incurred by the Absorbed Company from that date on will be regarded as having been, from an accounting point of view, made and incurred in the name and on the account of the Absorbing Company.

7. There are no intended measures in connection with the transfer of the shareholding in the Absorbed Company.

8. The activities of the Absorbed Company shall be continued by the Absorbing Company.

9. As a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled. The mandates of the managers, special attorneys and of the auditors, if any, of the Absorbed Company will come to an end on the Effective Date.

10. No specific advantages will be granted to the board members of the Merging Companies or to others in occasion of this Merger.

11. In accordance with article 263 and 279 (2) of the Law, the Merger shall be approved by the Extraordinary General Shareholder's Meeting of the Absorbing Company. The resolution to enter into the Merger does not require the prior approval of a body of the Absorbed Company, nor does the resolution to enter into the Merger require the prior approval of a third party.

12. The Merger will not have any impact on the amount of goodwill of the Absorbing Company.

13. The balance of the distributable reserves of the Absorbed Company shall be added to the balance of the distributable reserves of the Absorbing Company as a result of the Merger. The shareholders of the Absorbing Company after the Merger shall be entitled to the balance of these reserves pro rata their nominal shareholding in the share capital of the Absorbing Company.

14. There are neither shareholders having special rights, nor holders of other securities than shares in the Merging Companies. Therefore no special rights are due and no compensation shall be paid to anyone on account of the Absorbing Company.

15. Neither the Absorbing Company nor the Absorbed Company have any employees and therefore, this Merger will have no consequences with regard to employment.

16. Since none of the Merging Companies has any employees, there is no requirement for a procedure regarding the determination of regulations in respect of co-determination of the employees in the Absorbing Company.

17. Since the Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Company, there is no shareholder of the Absorbed Company opposing to this Merger, in which case such shareholder could receive a compensation in accordance with article 2:333h of the DCC.

18. The Merger shall be effective and will have the effects provided for by article 274 of the Law as of the Effective Date.

19. The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities by the Absorbed Company.

20. Insofar as required by law or deemed necessary or useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities contributed to the Absorbing Company and to execute such transfer instruments and assignments.

21. The books and documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company as long as required under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

22. The Merger Project shall be available at the registered office of each one of the Merging Companies as well as the central administration of the Absorbed Company for inspection by their respective shareholders one month at least prior to the date of the Extraordinary General Shareholder's Meeting referred above, together with the annual accounts and directors' reports for the periods ending 31 December 2010, 31 December 2011, 31 December 2012 and the interim accounts as per 30 September 2013 for each one of the Merging Companies.

23. Formalities - Absorbing Company

The Absorbing Company will:

- carry out all legal formalities of publication concerning the Merger;
- carry out on its own behalf all declarations and formalities with regard to all administration which are necessary to register in its name the assets transferred;
- carry out all formalities to render the transfer of assets and rights valid vis-à-vis third parties.

24. Transfer and delivery of titles

At the Effective Date, the Absorbed Company will render and deliver to the Absorbing Company all originals of all corporate documents, accounting books as well as all other accounting documents, ownership titles and any other documents certifying ownership related to all assets, documentation as to realized transactions, movable assets as well as all contracts (loans, employment, fiduciary, etc.) archives and any other documents related to assets and rights transferred.

25. Charges and fees

All charges and fees due as a result of the Merger (other than legal fees) shall be borne by the Absorbing Company.

26. Where applicable, the Absorbing Company will pay taxes due by the Absorbed Company on the capital and gain regarding the fiscal years not yet definitely imposed.

Statement

The present deed is worded in English, followed by a French version. A Dutch translation signed by all managers of the Merging Companies is included as Appendix 2 to this deed, since Dutch statutory law stipulates that the merger proposal is executed and filed in Dutch. Therefore, from a Dutch law perspective the English translation of the Merger, as included in this deed, is for information purposes only. From a Luxembourg law perspective, the parties agree that in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

In accordance with article 271 of the Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger Project.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing person has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le neuvième jour du mois d'octobre.

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé.

A COMPARU:

Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling (Grand-Duché de Luxembourg),

au nom et pour le compte du conseil de gérance de Metis Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.152, ci-après dénommée la «Société Absorbée»,

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 2 octobre 2013; et

Monsieur Christian DOSTERT, préqualifié,

au nom et pour le compte du conseil de gérance de NXMH SARL B.V., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège statutaire à Amsterdam, Pays-Bas et son administration centrale au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Dutch trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, Pays-Bas, sous le numéro 34369409 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.534, ci-après dénommée la «Société Absorbante»,

en vertu d'une procuration donnée par tous les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 2 octobre 2013.

Lesquelles procurations signées ne varient par le mandataire des comparantes et par le notaire resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, agissant comme mentionnées ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'enregistrer le présent projet de fusion sous la forme notariée (le «Projet de Fusion») concernant la Société Absorbante et la Société Absorbée (ensemble, ci-après dénommées les «Sociétés qui Fusionnent») comme il suit:

ATTENDU QUE:

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.152 constituée en vertu d'un acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire résidant à Niederanven, Luxembourg, en date du 21 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») sous le numéro 1324 le 8 juillet 2006, page 63533. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte du notaire soussigné, en date du 1^{er} décembre 2011, publié au Mémorial

sous le numéro 134 le 17 janvier 2012, page 6389. Le capital souscrit de la Société Absorbante est de vingt-deux mille sept cent vingt-cinq euros (EUR 22.725,-), entièrement libéré.

La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège statutaire à Amsterdam, Pays-Bas et son administration centrale au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Dutch trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, Pays-Bas, sous le numéro 34369409 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.534. Ses statuts ont été mis en conformité avec le droit luxembourgeois en vertu d'un acte du notaire soussigné en date du 26 septembre 2013, publié au Mémorial numéro 2497 du 9 octobre 2013, page 119832. Les statuts de la Société Absorbée n'ont pas encore été modifiés. Le capital souscrit de la Société Absorbante est de cent trente-quatre mille euros (EUR 134.000,-), entièrement libéré.

Le conseil de gérance des sociétés susmentionnées (les «Conseils») soumettent la proposition de fusion (la «Fusion») de la Société Absorbante avec la Société Absorbée.

La Fusion proposée est sous réserve de l'approbation par l'associé de la Société Absorbante du présent Projet de Fusion lors d'une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée Générale Extraordinaire») qui aura lieu dans le délai d'un (1) mois suivant la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial ainsi que dans un quotidien néerlandais, conformément à la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi») et à l'article 2:317 paragraphe 2 du Code Civil néerlandais (le «CCN»).

La date d'effet de la Fusion doit être la date de publication de l'acte notarié actant l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Absorbante conformément à l'article 273ter (1) de la Loi (la «Date d'Effet»).

IL EST CONVENU ce qui suit:

1. Les Sociétés qui Fusionnent envisagent d'effectuer pendant ou aux alentours du mois de décembre 2013 ou toute autre date par la suite, la fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée conformément aux articles 261 à 282 de la Loi et Titre 2.7 du CCN.

2. Les statuts de la Société Absorbante sont attachés à ce Projet de Fusion comme Annexe 1 et ne seront pas modifiés à l'occasion de cette Fusion.

3. La Société Absorbante détient cent trente-quatre mille (134.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune de la Société Absorbée, représentant l'entière (100%) du capital social de la Société Absorbée.

4. Sur la base des comptes intermédiaires en date du 30 septembre 2013, la Société Absorbée a un total d'actifs consolidés de EUR 65.300.806,63 et un total de passifs consolidés de EUR 0,-. L'actif et le passif de la Société Absorbée qui vont devenir l'actif et le passif de la Société Absorbante ont été évalués conformément aux exigences légales luxembourgeoises et néerlandaises.

5. Actuellement, le conseil de gérance de la Société Absorbante est constitué comme suit:

1) M. Jean-Guibert Mahy, né le 20 mars 1977 à Anderlecht, Belgique, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

2) M. Gregor McMillan, né le 4 avril 1970 à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

3) M. Manfred Zisselsberger, né le 11 juillet 1949 à Teisnach, Kreis Regen, Allemagne, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg; et

4) M. David Widart, né le 12 juin 1977 à Marche-en-Famenne, Belgique, résidant professionnellement au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

La composition du conseil de gérance de la Société Absorbante ne sera pas modifiée à l'occasion de la Fusion.

6. Tous les actifs et le passif (apport d'universalité de patrimoine) de la Société Absorbée seront apportés à la Société Absorbante, conformément aux articles 257 et suivants de la Loi, avec effet au 2 octobre 2013. Tous les bénéfices réalisés et les pertes supportées par la Société Absorbée à partir de cette date seront considérés comme ayant, d'un point de vue comptable, été réalisés et supportés au nom et pour le compte de la Société Absorbante.

7. Il n'est pas envisagé de prendre des mesures relatives à la cession des participations dans la Société Absorbée.

8. Les activités de la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante.

9. Suite à la Fusion, la Société Absorbée doit cesser d'exister et toutes ses parts sociales émises doivent être annulées. Les mandats des gérants, mandataires spéciaux et auditeurs, s'il y en a, de la Société Absorbée cesseront à la Date d'Effet.

10. Aucun avantage particulier ne sera accordé aux membres des organes de gestion des Sociétés qui Fusionnent ou à d'autres à l'occasion de la Fusion.

11. Conformément aux articles 263 et 279 (2) de la Loi, la Fusion doit être approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Absorbante. La décision de conclure la Fusion ne requiert ni le consentement préalable d'un organe de la Société Absorbée, ni le consentement préalable d'une tierce partie.

12. La Fusion n'aura pas d'impact sur la valeur de la Société Absorbante.

13. Le solde des réserves distribuables de la Société Absorbée doit être ajouté au solde des réserves distribuables de la Société Absorbante comme conséquence de la Fusion. Les associés de la Société Absorbante après la Fusion auront

droit au solde de ces réserves proportionnellement à leurs participations nominales dans le capital social de la Société Absorbante.

14. Il y a aucun associé ayant des droits spéciaux, ni aucun détenteur d'autres titres que les parts sociales des Sociétés qui Fusionnent. Par conséquent, aucun droit spécial n'est dû et aucune compensation ne doit être payée à quelqu'un pour le compte de la Société Absorbante.

15. Ni la Société Absorbante, ni la Société Absorbée n'ont d'employés et par conséquent, cette Fusion n'aura aucune conséquence sur l'emploi.

16. Etant donné qu'aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a d'employé, une procédure concernant la détermination d'une réglementation de codétermination des employés dans la Société Absorbante n'est pas requise.

17. Etant entendu que seule la Société Absorbante est associée dans la Société Absorbée, il n'y a aucun associé de la Société Absorbée s'opposant à cette Fusion et pouvant prétendre recevoir une compensation conformément à l'article 2:333h du CCN.

18. La Fusion doit être effective et aura les effets mentionnés dans l'article 274 de la Loi à la Date d'Effet.

19. La Société Absorbante doit mener elle-même les formalités, incluant les annonces telles que requises par la loi, qui sont nécessaires ou utiles pour donner effet à la Fusion et la cession et transfert de l'actif et du passif par la Société Absorbée.

20. Dans la mesure où cela est requis par la loi ou considéré comme nécessaire ou utile, des instruments appropriés de cession doivent être signés par les Sociétés qui Fusionnent pour effectuer la cession de l'actif et du passif apportés à la Société Absorbante et de signer ces instruments de cession et transfert.

21. Les livres et documents de la Société Absorbée doivent être conservés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que le requiert les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

22. Le Projet de Fusion doit être disponible au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent ainsi qu'à l'administration centrale de la Société Absorbée pour inspection par leurs associés respectifs un mois au moins avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire mentionnée ci-dessus, ensemble avec les comptes annuels et le rapport des gérants pour les périodes se terminant le 31 décembre 2010, le 31 décembre 2011, le 31 décembre 2012 et les comptes intermédiaires au 30 septembre 2013 pour chacune des Sociétés qui Fusionnent.

23. Formalités - Société Absorbante

La Société Absorbante:

- procèdera à toutes les formalités légales de publication concernant la Fusion;
- procèdera pour son propre compte à toutes les déclarations et formalités concernant les démarches qui sont nécessaires pour enregistrer à son nom les actifs cédés;
- procèdera aux formalités pour rendre la cession des actifs et droits valides vis-à-vis des tiers.

24. Cession et délivrance de titres

A la Date d'Effet, la Société Absorbée fournira et délivrera à la Société Absorbante tous les originaux de tous les documents sociaux, livres comptables ainsi que tous les autres documents comptables, titres de propriété et tout autres documents certifiant la propriété de tous les actifs, documentation de transactions réalisées, biens mobiliers ainsi que les contrats (prêts, travail, fiducie, etc.) archives et tous autres documents relatifs aux actifs et droits cédés.

25. Frais et coûts

Tous les frais et coûts liés à la Fusion (autre que les frais légaux) seront supportés par la Société Absorbante.

26. Si nécessaire, la Société Absorbante payera les impôts sur le capital et les gains dus par la Société Absorbée pour les années fiscales non encore définitivement imposables.

Déclaration

Le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. Une traduction en néerlandais signée par tous les gérants des Sociétés qui Fusionnent est inclus à l'Annexe 2 de cet acte, du fait que le droit écrit néerlandais dispose que la proposition de fusion est signée et déposée aux Pays-Bas. Par conséquent, d'un point de vue du droit néerlandais, la traduction anglaise de la Fusion, telle qu'incluse dans cet acte, est pour information seulement. D'un point de vue du droit luxembourgeois, les parties consentent qu'en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

Conformément à l'article 271 de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet de Fusion.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Appendix 1

Articles of Association Absorbing Company Metis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 116.152.

Statuts coordonnés au 1^{er} décembre 2011

La société a été originellement constituée sous la dénomination BARCLAYS METIS INVESTMENTS NO. 1 S.à r.l., suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederaanven, en date du 21 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1324 du 8 juillet 2006;

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 16 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1411 du 10 juillet 2007;

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg,

- en date du 20 août 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2707 du 24 novembre 2007;

- en date du 26 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1585 du 27 juin 2008, contenant notamment l'adoption de la dénomination METIS INVESTMENTS S.à r.l.;

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg,

- en date du 16 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 533 du 22 mars 2011;

- en date du 1^{er} décembre 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Title I. - Denomination - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by actual laws, especially the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the "Companies' Law") and the present articles of association.

Art. 2. The denomination of the Company is METIS INVESTMENTS S.à r.l..

Art. 3. The registered office of the company is established in the City of Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purposes (i) to hold participations and securities, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, to acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as to transfer by sale, exchange or otherwise stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind (including profit participating and other hybrid securities), to possess, to administer, to develop and to manage its portfolio and (ii) to raise funds on a loan or hybrid profit participating basis exclusively from professionals, its parent undertakings, its subsidiaries or other subsidiaries of its parent undertakings and to lend them exclusively to its parent undertakings, its subsidiaries or other subsidiaries of its parent undertakings.

The company may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise exclusively to its parent undertakings, its subsidiaries or other subsidiaries of its parent undertakings. The company may borrow in any form, save that it may not raise funds in any form from the public. In particular, the company is authorised to (i) issue debt or hybrid securities of any nature (public offerings excluded) and in any currency, (ii) lend funds in any manner, including by granting loans to, or by acquiring, purchasing, subscribing for or otherwise receiving rights to debt instruments of any kind issued exclusively by its parent undertakings, its subsidiaries or other subsidiaries of its parent undertakings and (iii) pledge, mortgage or otherwise create security interests in or over its assets, property and rights to secure the payment of any amounts payable under any loan, bond, note, debenture or other debt or hybrid instrument issued by the company.

The company may employ any technique and instrument relating to its assets or investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments to protect against exchange risks and interest rate risks.

The company may also participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, industrial or commercial, movable or immovable, operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The capital is fixed at twenty-two thousand seven hundred and twenty-five Euro (22,725.- EUR) represented by nine hundred and nine (909) shares with a nominal value of twenty-five Euro (25.- EUR) each, entirely subscribed and fully paid up.

Art. 7. Every share entitles its owner to one (1) vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three-quarters (3/4) of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Companies' Law.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one (1) owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the board of managers consider this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles of association and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the board of managers.

Art. 8. The life of the company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Title III. - Management

Art. 9. The company is administered by one (1) or more managers, with a majority of managers resident in Luxembourg, not necessarily shareholders, appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The number of managers, their powers and remuneration are fixed by the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders has the power to remove managers at any time without giving reasons.

In case there is more than one (1) manager, the managers may elect amongst themselves a person who will act as the chairman of the board. In the absence of the chairman, another manager may preside over the meeting. The chairman's duties consist in supervising the compliance of the board proceedings with the terms of this article 10 and in chairing meetings of the board of managers.

Art. 10. Unless stated otherwise in these articles of association, the managers may regulate their proceedings as they think fit. No business may be transacted at a board of managers' meeting unless the meeting is held in Luxembourg.

The chairman or any manager may call a meeting of the board of managers as often as the interest of the company so requires with a notice of not less than one (1) clear day. The notice period may be waived provided all the managers are attending the managers' meeting or, if not attending, confirm their agreement for the managers' meeting to be held validly without notice. The notice, which may be sent by courier, registered or simple mail, electronic mail or fax, will provide in reasonable detail the matters to be discussed at the meeting together with copies of any relevant papers to be discussed at the meeting.

Meetings of the board of managers are quorate if (i) at least two (2) board members are present or represented at the meeting and (ii) the board meeting is physically held in Luxembourg.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting, it being understood that only a manager who dials or connects into the meeting by conference-call, video-conference or by other similar means of communication from Luxembourg will be counted to the quorum as a participating member physically present in Luxembourg.

If a manager is unable to attend a board of managers' meeting, he may give a written proxy to another manager who will be physically present at the meeting in order for such proxy holder to vote in his name at the board of managers' meeting.

Art. 11. In case there is only one (1) manager, his resolutions are validly adopted if in writing.

Resolutions of the board of managers in a meeting are validly passed if a simple majority of the managers that are present or represented vote in favour of the resolution. Each manager is entitled to one (1) vote unless he also acts as a proxy holder in which case he has one (1) additional vote per proxy.

The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman and/or the secretary, and held at the registered office of the company. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any manager.

Circular resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 12. The sole manager or, as the case may be, the board of managers is vested with the broadest powers, which are not reserved as a matter of law or by the articles of association to the general shareholders' meeting, to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

The board of managers represents the company towards third parties and any litigation involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the board of managers.

In the event of a vacancy on the board of managers, the remaining managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 13. The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management ("gestion journalière") of the company to one (1) or more managers, who will be called "Director(s)".

The board of managers may also appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signature, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

There may be no overall delegation of all or substantially all management powers to any third party.

Unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of managers pursuant to this article (in particular, for all matters of daily management for which the company is committed by the signature of any one (1) Director), the company is bound by the joint signature of any two (2) managers.

Art. 14. A manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxyholder he is only responsible for the execution of his mandate.

Insofar as the law allows, every present or former manager of the company shall be indemnified out of the assets of the company against any loss or liability incurred by him by reason of being or having been a manager.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 15. The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the Companies' Law.

All decisions exceeding the powers of the board of managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one (1) but less than twenty-five (25) shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the management. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves - Audit - Liquidation

Art. 16. The company's financial year runs from the first day of January of one year to the thirty-first day of December of the same year.

Art. 17. Each year, as of the thirty-first of December, the management will draw up a balance sheet, which will (i) contain a record of all movable and immovable property of, and all the debts owed to and by, the company and (ii) be accompanied by an annex summarising all the commitments of the company and debts of the managers and/or auditors to the company.

At the same time the management will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the above mentioned balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the registered office the balance sheet, inventory and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

The management is authorised to proceed, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the financial year, to the payment of interim dividends, subject only to the two (2) following conditions: (i) the management may only take the decision to distribute interim dividends on the basis of interim accounts drawn up no later than thirty (30) days before the date of that decision of the management and (ii) the interim accounts, which may be unaudited, must show that sufficient distributable profits exist.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth (1/10) of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been reduced below such proportion. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 20. The audit of the company's annual accounts may be entrusted, at the discretion of the shareholder(s), to one (a) or several auditor(s). In such case, the auditor(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, remuneration and the term of their mandates. The auditor(s) is/are re-eligible.

Art. 21. In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one (1) or more liquidators who need not to be shareholder(s), designated by the general meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the Companies' Law.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts of the company.

Art. 22. For all matters not provided for in the present articles of association, it is referred to the existing applicable laws.

Follows the French version:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est METIS INVESTMENTS S.à r.l..

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objets de (i) détenir des participations et valeurs mobilières, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi qu'aliéner par vente, échange ou de toute autre manière des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs mobilières de toutes espèces (y compris des valeurs mobilières participant au profit ou d'autres valeurs mobilières hybrides), posséder, administrer, développer et gérer son portefeuille et (ii) lever des fonds par l'intermédiaire d'un emprunt ou d'un instrument hybride participant au profit exclusivement auprès de professionnels, ses entreprises mères, ses filiales ou d'autres filiales de ses entreprises mères et de les prêter exclusivement à ses entreprises mères, ses filiales ou d'autres filiales de ses entreprises mères.

La société peut prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière exclusivement à ses entreprises mères, ses filiales ou d'autres filiales de ses entreprises mères. La société peut emprunter sous toutes les formes à l'exception de levées de fonds de quelque manière que ce soit auprès du public. En particulier, la société est autorisée à (i) émettre des titres de dette ou des titres hybrides de toutes natures (des émissions publiques d'obligations étant exclues) et dans toutes les monnaies, (ii) prêter des fonds par tous les moyens y compris en accordant des crédits ou en acquérant, achetant, souscrivant ou en recevant des droits relatifs à des instruments de dette de toutes sortes émis exclusivement par ses entreprises mères, ses filiales ou d'autres filiales de ses entreprises mères et (iii) nantir, hypothéquer ou créer d'autres sûretés sur ses actifs, propriété et droits afin de garantir le paiement de toutes les sommes dues au titre de crédits, obligations, titres et autres instruments de dette ou instruments hybrides émis par la société.

La société pourra utiliser toutes techniques et tous instruments relatifs à ses biens et/ou ses investissements permettant une gestion efficace de ceux-ci, y compris toutes techniques et tous instruments pour la protéger contre des risques de change et des risques de taux d'intérêts.

La société peut aussi participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, mobilières ou immobilières, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à vingt-deux mille sept cent vingt-cinq euros (22.725,- EUR) divisé en neuf cent neuf (909) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une (1) voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non-associés ne peuvent être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un (1) seul titulaire à son égard pour chaque part sociale.

Les parts sociales de la société ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le conseil de gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes qu'elle fixe et dans les limites prévues par la loi et les présents statuts, racheter ses propres parts sociales.

A moins que le rachat des parts sociales soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le conseil de gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Titre III. - Administration

Art. 9. La société est administrée par un (1) ou plusieurs gérants, avec une majorité de gérants demeurant au Luxembourg, pas nécessairement détenteurs de parts, nommés par l'assemblée générale des associés, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat. Le nombre de gérants, leurs pouvoirs et rémunérations sont fixés par l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés a le pouvoir de révoquer des gérants à tout moment sans motifs.

Au cas où il y aurait plus d'un (1) gérant, les gérants choisiront parmi eux une personne qui présidera le Conseil de gérance. En cas d'absence du Président, la présidence peut être conférée à un autre gérant présent lors de la réunion en cause. Les devoirs du Président consistent à surveiller à ce que le déroulement du Conseil observe les dispositions de l'article 10 et à présider les assemblées du Conseil de gérance.

Art. 10. A moins que les statuts ne le prévoient différemment, les gérants pourront organiser leurs assemblées comme ils l'entendent. Des affaires ne peuvent pas être traitées à une assemblée du Conseil de gérance à moins que cette assemblée soit tenue au Luxembourg.

Le Président ou tout gérant pourra convoquer une assemblée du Conseil de gérance, aussi souvent que les intérêts de la société le requièrent avec une convocation d'au moins un (1) jour franc. Il sera renoncé à la période de convocation, à condition que tous les gérants sont présents à la réunion du Conseil de gérance ou, en cas d'absence, donnent leur accord à la tenue valable de la réunion du Conseil de gérance, malgré la renonciation à la période de convocation. La convocation, qui pourra être envoyée par courrier, recommandé ou simple, mail électronique ou fax, précisera de façon suffisamment détaillée les points à discuter à l'assemblée en y ajoutant les copies de tous les documents à discuter à l'assemblée.

Les réunions du conseil de gérance sont valablement tenues si (i) au moins deux (2) membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance et (ii) la réunion du conseil de gérance se déroule à Luxembourg.

Tout gérant pourra participer à toute réunion du Conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication semblable permettant à toutes les personnes qui prennent part à la réunion de s'entendre réciproquement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion, étant entendu que seul un gérant qui téléphone ou se connecte à la réunion par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication semblable à partir du Luxembourg sera considéré pour le quorum, en tant que membre participant, physiquement présent au Luxembourg.

Si un gérant est dans l'impossibilité d'assister à une réunion du Conseil de gérance, il pourra donner une procuration écrite à un autre gérant qui sera lui physiquement présent à l'assemblée afin, pour ce dernier, de voter en son nom à la réunion du Conseil de gérance.

Art. 11. Au cas où il y a seulement un (1) gérant, ses résolutions seront valablement adoptées si elles le sont par écrit.

Les décisions prises lors d'une réunion du Conseil de gérance sont valablement passées si une simple majorité des gérants présents ou représentés votent en faveur de la décision. Chaque gérant a droit à un (1) vote, à moins qu'il ne détienne des procurations, auquel cas, il aura un (1) vote supplémentaire par procuration.

Les résolutions du Conseil de gérance seront enregistrées dans des procès-verbaux signés par le Président et/ou le secrétaire, et tenus au siège social de la société. Des copies ou des extraits de tels procès-verbaux à produire dans des procès ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par tout gérant.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de gérance seront valables et effectives comme si elles ont été prises lors d'une réunion d'un Conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants pourront apparaître sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une décision identique.

Art. 12. Le gérant unique ou, au cas où, le Conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus, qui ne sont pas réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale des associés, pour exécuter tous les actes d'administration et de disposition en conformité avec l'objet social.

Le Conseil de gérance représente la société à l'égard des tiers et tout contentieux dans lequel la société est impliquée, soit comme demandeur soit, comme défendeur sera géré au nom de la société par le Conseil de gérance.

En cas de vacance d'une place de gérant, les gérants restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 13. Le Conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un (1) ou plusieurs gérants qui prendra/ont la dénomination de «délégué(s) à la gestion journalière».

Le Conseil de gérance peut également nommer des mandataires de la société, qui ont le pouvoir d'engager la société sous leur seule signature, mais uniquement dans les limites déterminées par leur mandat. Il n'y aura pas de délégation de tous pouvoirs de gérance, ou de délégation substantielle de pouvoirs de gérance à un tiers.

Sauf si des décisions spéciales ont été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou mandats conférés par le Conseil de gérance conformément au présent article (en particulier, pour toute question relative à la gestion journalière pour laquelle la société est engagée par la signature de tout délégué à la gestion journalière), la société est engagée par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

Art. 14. Un gérant ne contracte, à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Dans les limites de la loi, chaque gérant, présent ou passé, sera indemnisé sur les biens de la société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice, présent ou passé, de la fonction de gérant.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la Loi sur les Sociétés.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un (1), mais moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est censée être valablement prise jusqu'à ce qu'elle soit adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Exercice social - Profits - Réserves - Audit - Liquidation

Art. 16. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier d'une année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 17. Chaque année le trente et un décembre, la gérance établit un bilan, (i) y compris un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société et (ii) accompagné d'une annexe résumant tous les engagements de la société et dettes des gérants et/ou commissaires envers la société.

En même temps, la gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que le bilan susmentionné.

Art. 18. Chaque associé aura le droit de consulter auprès du siège social le bilan, l'inventaire et le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédant l'assemblée générale annuelle.

Art. 19. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

La gérance est autorisée à procéder, autant de fois qu'elle le juge opportun et à tout moment de l'année sociale, au paiement de dividendes intérimaires, uniquement sous le respect des deux (2) conditions suivantes: (i) la gérance ne peut prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires que sur base de comptes intérimaires préparés au plus tard trente (30) jours avant la date de cette décision de la gérance et (ii) les comptes intérimaires, qui pourront ne pas avoir été audités, doivent attester qu'il existe des bénéfices distribuables suffisants.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième (1/10) du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 20. La révision des comptes de la Société peut être confiée, à la discrétion du/des associé(s), à un (1) ou plusieurs réviseur(s). Dans tel cas, le(s) réviseur(s) sera/seront nommé(s) par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat. Le(s) réviseur(s) est/sont rééligible(s).

Art. 21. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, à désigner par l'assemblée générale des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la Loi sur les Sociétés.

Le(s) liquidateur(s) aura(ont) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la société.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales applicables.

Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Appendix 2

Dutch translation of Merger Project

Metis Investments S.à r.l., vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Kantoorhoudende te: 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

R.C.S. Luxemburg: B 116.152.

NXMH SARL B.V., besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Statutair gevestigd te: Amsterdam, Nederland.

Kantoorhoudende te: 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

R.C.S. Luxemburg: B 180.534.

Fusievoorstel gedateerd oktober 2013

OPGESTELD DOOR:

1. de directie van Metis Investments S.à r.l., een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (société à responsabilité limitée) georganiseerd naar het recht van het Groothertogdom Luxemburg, kantoorhoudende te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg en geregistreerd in het handelsregister van het Groothertogdom Luxemburg onder nummer B 116.152, hierna ook te noemen de "Verkrijgende Vennootschap"; en

2. de directie van NXMH SARL B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, statutair gevestigd te Amsterdam, Nederland, kantoorhoudende te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg, geregistreerd in het handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Amsterdam onder nummer 34369409 en geregistreerd in het handelsregister onder nummer B, hierna te noemen de "Verdwijnende Vennootschap",

OVERWEGENDE:

De Verkrijgende Vennootschap is een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (société à responsabilité limitée), georganiseerd naar het recht van het Groothertogdom Luxemburg, kantoorhoudende te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg, geregistreerd in het handelsregister van het Groothertogdom Luxemburg onder nummer B 116.152, opgericht bij notariële akte verleden voor Me Paul Bettingen, notaris gevestigd te Niederanven, Luxemburg, op 21 april 2006, gepubliceerd in het "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (het "Mémorial") nummer 1324 op 8 juli 2006, pagina 63533. De statuten van de Verkrijgende Vennootschap zijn verschillende keren gewijzigd en laatstelijk bij akte verleden voor Us Maître Carlo Wersandt, notaris te Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg, op 1 december 2011, gepubliceerd in het Mémorial nummer 134 op 17 januari 2012, pagina 6389. Het geplaatste en gestorte kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap bedraagt tweeëntwintigduizend zevenhonderdvijfentwintig euro (EUR 22.725,-).

De Verdwinende Vennootschap is een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, statutair gevestigd te Amsterdam, Nederland, kantoorhoudende te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg, geregistreerd in het handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Amsterdam onder nummer 34369409 en geregistreerd in het handelsregister van het Groothertogdom Luxemburg onder nummer B. De statuten zijn gewijzigd om deze te laten voldoen aan Luxemburgs recht bij akte verleden voor mr. Dirk-Jan Jeroen Smit, notaris te Amsterdam, op 26 september 2013. De statuten van de Verdwinende Vennootschap zijn daarna niet meer gewijzigd. Het geplaatste en gestorte kapitaal van de Verdwinende Vennootschap bedraagt éénhonderd vierendertigduizend euro (EUR 134.000,-).

De directies van de bovengenoemde vennootschappen (de "Directies") stellen een fusie voor tussen de Verkrijgende Vennootschap en de Verdwinende Vennootschap (de "Fusie" en het "Fusievoorstel", respectievelijk).

De Fusie wordt voorgesteld onder de opschortende voorwaarde dat de aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap het Fusievoorstel goedkeuren in een bijzondere algemene vergadering van aandeelhouders (de "Bijzondere Algemene Vergadering van Aandeelhouders"), welke vergadering wordt gehouden één (1) maand na de dag van publicatie van het Fusievoorstel in het Mémorial en aankondiging in een Nederlands landelijk dagblad, zulks in overeenstemming met de wet op commerciële vennootschappen gedateerd 10 augustus 1915, zoals gewijzigd (de "Wet") en artikel 2:317 lid 2 van het Burgerlijk Wetboek (het "BW").

De Fusie wordt effectief per de datum van de publicatie van de notariële akte waarin uitvoering wordt gegeven aan hetgeen besloten in de Bijzondere Algemene Vergadering van Aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap, zulks in overeenstemming met artikel 273ter (1) van de Wet (de "Effectieve Datum").

KOMEN OVEREEN DAT:

27. De Verkrijgende Vennootschap en de Verdwijnde Vennootschap (hierna tezamen ook te noemen de "Fuserende Vennootschappen") zijn voornemens de Fusie omstreeks de maand december 2013 of op een latere datum te effectueren, zulks in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 261 tot 282 van de Wet en titel 2.7 BW.

28. De statuten van de Verkrijgende Vennootschap zijn aan dit Fusievoorstel gehecht als Appendix 1 en zullen ter gelegenheid van de Fusie niet worden gewijzigd.

29. De Verkrijgende Vennootschap is de houder van éénhonderdvierendertigduizend (134.000) aandelen met een nominale waarde van (EUR 1.-) elk in het kapitaal van de Verdwijnde Vennootschap, vertegenwoordigende het gehele geplaatste en gestorte kapitaal (100%) van de Verdwijnde Vennootschap.

30. Op basis van de tussentijdse vermogensopstelling per 30 september 2013, heeft de Verdwijnde Vennootschap een totaal aan geconsolideerde activa van € 65.300.806,63 en een totaal aan geconsolideerde passiva van € 0,-. Het vermogen van de Verdwijnde Vennootschap dat zal overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap is gewaardeerd in overeenstemming met de vereisten van Luxemburgs en Nederlands recht.

31. Thans bestaat het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap uit:

(1) de heer Jean-Guibert Mahy, geboren op 20 maart 1977 in Anderlecht, België, met kantooradres te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg;

(2) de heer Gregor McMillan, geboren op 4 april 1970 in London, Verenigd Koninkrijk, met kantooradres te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg;

(3) de heer Manfred Zisselsberger, geboren op 11 juli 1949 in Teisnach, Kreis Regen, Duitsland, met kantooradres te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg; en

(4) de heer David Widart, geboren op 12 juni 1977 in Marche-en-Famenne, België, met kantooradres te 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Groothertogdom Luxemburg.

Er bestaat geen voornemen de samenstelling van de directie van de Verkrijgende Vennootschap te wijzigen ter gelegenheid van de Fusie.

32. De financiële gegevens van de Verdwijnde Vennootschap zullen met ingang van 2 oktober 2013 worden verantwoord in de jaarstukken of andere financiële verantwoording van de Verkrijgende Vennootschap, zulks in overeenstemming met artikel 257 van de Wet en artikel 2:312 lid 2 sub f BW.

33. Er zijn geen maatregelen voorgenomen in verband met de overgang van het aandeelhouderschap van de Verdwijnde Vennootschap.

34. De activiteiten van de Verdwijnde Vennootschap zullen worden voortgezet door de Verkrijgende Vennootschap.

35. Als gevolg van de Fusie zal de Verdwijnde Vennootschap ophouden te bestaan en komen de aandelen in het kapitaal van de Verdwijnde Vennootschap te vervallen. De mandaten aan managers, gevolmachtigden en aan accountants van de Verdwijnde Vennootschap zullen, voor zover aanwezig, worden beëindigd per het moment van de Effectieve Datum.

36. Ter gelegenheid van de fusie zullen er geen voordelen aan leden van de directies van de Fuserende Vennootschappen of aan anderen betrokken bij de Fusie worden toegekend.

37. In overeenstemming met artikelen 263 and 279 (2) van de Wet, zal de Fusie worden goedgekeurd door de Buitengewone Algemene Vergadering van Aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap. Het besluit tot fusie is niet aan goedkeuring van een orgaan van de Verdwijnde Vennootschap of aan de goedkeuring van derden onderworpen.

38. De fusie heeft geen invloed op de goodwill van de Verkrijgende Vennootschap.

39. Als gevolg van de fusie zal het totaal van de uitkeerbare reserves van de Verdwijnde Vennootschap worden toegevoegd aan de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap. De aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap na de Fusie, zullen zijn gerechtigd tot deze reserves naar rato van hun deelname in het nominale kapitaal van de Verkrijgende Vennootschap.

40. Er zijn geen personen die anders dan als aandeelhouder bijzondere rechten hebben jegens de Verdwijnde Vennootschap. Derhalve worden er geen bijzondere rechten of vergoedingen ten laste van de Verkrijgende Vennootschap toegekend.

41. Zowel de Verkrijgende Vennootschap als de Verdwijnde Vennootschap hebben geen werknemers, en derhalve zal de Fusie geen gevolgen hebben ten aanzien van de werkgelegenheid.

42. Aangezien geen van de Fuserende Vennootschappen werknemers heeft, bestaat er geen vereiste tot een procedure voor de vaststelling van regelingen met betrekking tot medezeggenschap van werknemers in de Verkrijgende Vennootschap.

43. Aangezien de Verkrijgende Vennootschap de enig aandeelhouder van de Verdwijnde Vennootschap is, is er geen aandeelhouder van de Verdwijnde Vennootschap die verzet aantekent tegen de Fusie, in welk geval een dergelijke aandeelhouder compensatie als bedoeld in artikel 2:333h BW zou kunnen worden toegekend.

44. De Fusie wordt effectief per de Effectieve Datum en zal de gevolgen hebben als bedoeld in artikel 274 van de Wet.

45. De Verkrijgende Vennootschap zal aan alle formaliteiten voldoen die benodigd of nuttig zijn om de Fusie te effectueren en het vermogen van de Verdwijnde Vennootschap te doen overgaan, inclusief de wettelijk vereiste aankondigingen.

46. De Fuserende Vennootschappen zullen, voor zover vereist bij wet, noodzakelijk of nuttig, alle documentatie om het vermogen van de Verdwijnde Vennootschap te doen overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap, ondertekenen.

47. De boeken en bescheiden van de Verdwijnde Vennootschap zullen gedurende de periode vereist onder Luxemburgs recht, worden bewaard op het geregistreerde kantooradres van de Verkrijgende Vennootschap.

48. Ieder van de Fuserende Vennootschappen zal het Fusievoorstel tenminste een maand voor de datum van de Buitengewone Algemene Vergadering van Aandeelhouders ter inzage leggen ten kantore van ieder van de Fuserende Vennootschappen, alsmede bij het centrale bestuur van de Verdwijnde Vennootschap, voor inspectie van ieder van de respectievelijke aandeelhouders, tezamen met de jaarrekeningen en jaarverslagen voor de financiële jaren eindigend op 31 december 2010, 31 december 2011, 31 december 2012 alsmede de tussentijdse vermogensopstellingen per 30 september 2013.

49. Formaliteiten - Verkrijgende Vennootschap

De Verkrijgende Vennootschap zal:

- aan alle wettelijke vereisten omtrent publicatie van de Fusie voldoen;
- alle benodigde verklaringen en formaliteiten uitvoeren met betrekking tot administratieve handelingen om de overgang van het vermogen van de Verdwijnde Vennootschap naar de Verkrijgende Vennootschap te registreren;
- alle formaliteiten uitvoeren die benodigd zijn om de overgang van activa en passiva te bewerkstelligen.

50. Overdracht en levering van bescheiden

Op de Effectieve Datum zal de Verdwijnde Vennootschap alle originele bescheiden, jaarstukken, alsmede alle andere financiële stukken, eigendomsbewijzen en enige andere documenten waaruit eigendom van activa blijkt, documenten met betrekking tot afgeronde transacties, roerend goed, alsmede alle contracten (leningen, arbeidscontracten, zekerheidstellingen, etc.), archieven en andere documenten met betrekking tot de activa en rechten die zullen overgaan, geven aan de Verkrijgende Vennootschap.

51. Kosten en lasten

Alle kosten en lasten verschuldigd als gevolg van de Fusie (anders dan de kosten voor juridisch advies) zullen worden gedragen door de Verkrijgende Vennootschap.

52. Waar toepasselijk, zal de Verkrijgende Vennootschap de door de Verdwijnde Vennootschap verschuldigde vermogens- en winstbelasting met betrekking tot de nog niet definitief vastgestelde fiscale boekjaren voldoen.

- handtekeningenpagina volgt -

Metis Investments S.à r.l.

J. Mahy / G. McMillan / M. Zisselsberger / D. Widart

NXMH SARL B.V.

J. Mahy / G. McMillan / M. Zisselsberger / D. Widart

Signé: Ch. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 16 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46174. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146221/788.

(130178749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Dowell S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 179.951.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-neuf août.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

IMACORP BUSINESS CENTRE S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 46706, ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, ici représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Philippe CHANTEREAU, expert-comptable, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Laquelle partie comparante, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «DOWELL S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Par simple décision du Conseil d'Administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 4. Objet. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société a encore pour objet l'administration de son patrimoine immobilier, notamment en ce qui concerne l'achat, la vente et la gestion d'immeubles propres.

En général, elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000,-) euros (EUR) divisé en trois mille cent actions (3.100) actions d'une valeur nominale de dix (10,-) euros (EUR) chacune. La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de mai à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration choisira en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. La voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'administrateur unique, par la seule signature de son administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la seule signature de l'administrateur-délégué ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un administrateur.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes

et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au paiement d'acomptes sur dividendes en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

(2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire les 3.100 (trois mille cent) actions comme suit:

IMACORP BUSINESS CENTRE S.A., préqualifiée,

Trois mille cent actions 3.100

Total: Trois mille cent actions 3.100

Les actions ont été entièrement libérées par le comparant par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Le comparant préqualifié représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2. A été appelé aux fonctions d'administrateur unique:

- Monsieur Philippe CHANTEREAU, expert-comptable, né le 27 avril 1962 à Blois, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg. La durée du mandat de l'administrateur unique sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019.

4. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société PYXIS S.A., avec siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75 177.

5. La durée du mandat du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019.

6. L'adresse de la Société est fixée à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. CHANTEREAU et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40268. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125801/183.

(130153193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Dassil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 156.377.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteen of August.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held the extraordinary general meeting of the shareholders of the company named DASSIL INVEST S.A., with registered office in 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the R.C.S. Luxembourg section B number 156.377.

The aforesaid company incorporated by deed on October 8th, 2010, published in the Mémorial C number 2666 of December 4th, 2010, page 127.953. The meeting is presided by Mr Charles KRIER, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Rachel UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg. The bureau establishes the attendance sheet, that, after having been signed ne varietur by the the shareholders presents or represented, by the members of the bureau and the notary, will be attached to the present minutes to be submitted to the recording procedure.

The Chairman states and asks the notary to act the following:

I. according to the attendance sheet, all the shareholders, representing the aggregate share capital subscribed, are present or represented at the present meeting, which can vote on all the points of the agenda.

II. that the present meeting has the following agenda:

1. Decision to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation;
2. Appointment of the liquidator.
- 3.- Definition of the powers of the liquidator and decision of the liquidation procedure of the Company.
- 4.- Miscellaneous.

The General Meeting of the shareholders, having approved the statements of the Chairman, and considering itself as duly constituted, has deliberated and decided unanimously the following resolutions:

First resolution

The shareholders decide the anticipated dissolution of the company and to put it into liquidation with effect as on this day.

Second resolution

The general meeting decides to appoint as liquidator:

Dmitry Stepanov, Legal Counsel, professionally residing at 36-38 Grand Rue, L-1660 Luxembourg, The Grand Duchy of Luxembourg.

The liquidator has the broadest powers foreseen by articles 144-148 bis of the law on commercial companies. He may execute all acts foreseen by article 145 without the authorization of the general meeting whenever it is requested.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and he may refer to the books of the company.

He may, under his own liability, delegate for special operations to one or more proxy holders such capacities and for such period he may determine.

There being no further business, the meeting is terminated.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Suit la version française:

L'an deux mille treize, le dix-neuf août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme luxembourgeoise dénommée DASSIL INVEST S.A., ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B numéro 156.377.

Ladite société a été constituée par acte en date du 8 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 2666 du 4 décembre 2010, page 127.953.

L'assemblée est présidée par Monsieur Charles KRIER, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée désigne comme scrutatrice Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite, le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que toutes les actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Décision de la mise en liquidation volontaire de la société;
2. Nomination d'un liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur and décision quant à la procédure de liquidation de la Société.;
4. Divers.

L'assemblée des actionnaires ayant approuvé les déclarations du président, et se considérant comme dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote séparé et unanime les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la mise en liquidation de la société avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

A été nommé liquidateur:

Dmitry Stepanov, Legal Counsel, professionally residing at 36-38 Grand Rue, L-1660 Luxembourg, The Grand Duchy of Luxembourg.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes personnes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Signé: C.KRIER, R.UHL, J.LVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 29 août 2013. Relation: LAC/2013/39809. Reçu douze euros (12.-€).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127037/102.

(130155160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

MS Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 178.845.

L'an deux mille treize, le dix-neuf juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "MS Participations S.A.", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 9 juillet 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 6 des statuts.

2. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, de la manière qui suit:

« Art. 6. Cession des actions.

6.1 Modalités communes aux clauses restrictives de cession des actions

Au sens des présents statuts:

- cession signifie toute opération juridique ayant pour objet et/ou pour effet de transférer la propriété des valeurs mobilières émises par la Société, ou tout droit réel démembré sur lesdites valeurs mobilières (nue-propriété, usufruit), et ce, même dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine (en ce compris par l'effet de la dévolution successorale ou de toute autre transmission à titre gratuit), ainsi que dans le cadre d'une fusion ou opération assimilée ou d'une liquidation ou d'un apport en société en propriété et en jouissance: ne constitue pas toutefois une cession l'extinction de l'usufruit par le décès de l'usufruitier.

- titres ou valeurs mobilières signifient tous les titres de capital antérieurement désignés comme toutes valeurs mobilières simples ou composées, démembrement de propriété sur les titres ou valeurs mobilières (usufruitier -nue-propriété) conférant directement ou indirectement, à terme ou immédiatement, un droit au capital et/ou au droit de vote de la Société, tels que notamment les actions et autres titres émis ou à émettre par la Société, par achat, souscription ou attribution gratuite, ainsi que les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres susmentionnés.

6.2 Cessions d'actions

Toutes cessions d'actions entre vifs, volontaires ou forcées, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit sont soumises:

- à un droit de préemption;
 - à l'agrément préalable;
- détaillés ci-après.

Toutefois, les droits de préemption et d'agrément ci-après institués ne s'appliquent pas aux cessions à titre onéreux ou gratuit de l'usufruit de titres au profit du nu-propriétaire desdits titres.

Il est rappelé qu'ils ne s'appliquent pas non plus, ne s'agissant pas d'une cession, à l'extinction de l'usufruit par le décès de l'usufruitier.

6.3 Droit de préemption

Chaque associé s'engage pour le cas où il envisagerait de céder ou de transmettre, sous quelque forme que ce soit, des titres de la Société à une autre personne même déjà associée de la Société, à soumettre le projet de cession à l'exercice préalable d'un droit de préemption conféré à toute personne associée de FCO à la date du projet de cession, à l'exclusion de la Société et de l'associé cédant s'il est également associé de FCO (les «Bénéficiaires»), étant précisé que ce droit bénéficiera à toute personne devenant associée de FCO et ayant adhéré au présent article 6 conformément au modèle qui figure en Annexe aux présents statuts.

Pour l'exercice de ce droit, l'associé qui se propose de céder ou de transmettre tout ou partie de ses titres, doit notifier son projet à la Société et à FCO par lettre recommandée avec avis de réception; la date de délivrance de cette lettre constitue le point de départ d'un délai de 60 jours à l'issue duquel, si les Bénéficiaires ne se sont pas portés acquéreurs de la totalité des titres concernés, l'associé cédant pourra réaliser librement son projet sous réserve du respect de la clause d'agrément.

La notification, ci-dessus prévue, devra comporter l'identité complète du, ou des, cessionnaires des titres (notamment dénomination sociale, montant du capital social, adresse du siège, lieu et numéro d'immatriculation), le nombre de titres dont la cession est envisagée, le prix offert, s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation s'il s'agit d'une transmission à titre gratuit ou toute autre transmission, les conditions de son règlement et, enfin, la date de jouissance des actions.

Dans les 8 jours de la réception de cette notification, le Président du Conseil d'administration/l'Administrateur unique de la Société doit transmettre les termes de la notification à tous les Bénéficiaires en leur précisant qu'ils disposent d'un délai maximum de 45 jours pour faire connaître le nombre de titres dont ils se portent acquéreurs.

Dans un délai maximal de 45 jours à compter de la première présentation de la notification adressée par le Président du Conseil d'administration de la Société/ l'Administrateur unique, les Bénéficiaires désirant exercer leur droit de préemption devront en informer la Société et FCO avec indication du nombre de titres qu'ils souhaitent acquérir. A défaut, ils seront réputés y avoir définitivement renoncé pour la transmission en cause.

Si le nombre total des titres que les Bénéficiaires ont déclaré souhaiter acquérir est supérieur ou égal au nombre de titres dont la transmission est projetée, les titres concernés seront répartis entre eux au prorata de leur participation totale dans le capital social de FCO (sur la base des actions détenues en pleine propriété et en nue-propriété en cas de démembrement) avant la transmission, dans la limite de leur demande, les rompus éventuels étant répartis au plus fort reste.

Le Président de FCO établira la liste des acquéreurs avec le nombre de titres de la Société préemptés par chacun d'eux et leur en transmettra copie, ainsi qu'au cédant et à la Société, dans un délai maximal de 8 jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption ci-dessus. Si les demandes d'achat n'atteignent pas le nombre de titres mis en vente, le droit de préemption est alors réputé n'avoir été exercé par personne et l'associé cédant, libéré du droit de préemption, peut procéder à la cession de ses titres sous réserve toutefois de l'agrément du cessionnaire; il en est de même au cas où, dans le délai de 60 jours ci-dessus fixé, le Président de FCO n'aurait pas répondu à sa notification en lui faisant connaître les résultats de la consultation des Bénéficiaires.

Pour le cas où l'associé cédant procède à la cession, celle-ci ne pourra intervenir que selon les modalités mentionnées dans la notification faite initialement à la Société et à FCO.

La cession des actions ne pourra intervenir qu'après avoir respecté la procédure d'agrément prévue par les présents statuts. Elle devra s'effectuer dans un délai maximum de 15 jours suivant la décision implicite ou explicite d'agrément des Bénéficiaires ayant exercé la préemption ou, en cas de non-exercice de la préemption, du cessionnaire initialement proposé par le cédant.

Lorsque le droit de préemption est exercé, l'acquisition des titres a lieu moyennant le prix mentionné dans la notification prévue ci-dessus.

Le versement du prix doit être effectué par les acquéreurs selon les mêmes modalités de règlement que celles prévues dans la notification adressée par le cédant à la Société et à FCO, la cession se matérialisant par la signature d'une convention sous seing privé et/ou acte notarié, à charge de publier et notifier la cession auprès du Registre du Commerce.

Les stipulations du présent article 6. sont applicables à toutes les cessions, même en cas d'adjudication publique, en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux cessions de droits préférentiels de souscription, ou de droits d'attribution en cas d'augmentation de capital social, sous réserve des stipulations ci-après.

Dans l'hypothèse de vente aux enchères publiques, l'adjudication ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exercice éventuel du droit de préemption prévu au présent article à l'encontre de cet adjudicataire.

Tous les délais mentionnés au présent article sont des délais francs.

Toutes les notifications sont faites par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

6.4 Agrément des cessions d'actions

Toutes cessions d'actions, ou de droits démembrés de propriété (usufruit, nue-propriété), même entre associés et même dans le cas d'un transfert universel du patrimoine, sont soumises à l'agrément par le Comité de Direction de FCO (ou tout organe qui lui serait substitué), du cessionnaire proposé par le cédant.

Le projet de cession et la demande d'agrément doivent être notifiés à FCO et à la Société. La demande d'agrément indique l'identité complète (notamment dénomination sociale, montant du capital social, adresse du siège social, lieu et numéro d'immatriculation,...) du ou des cessionnaires, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession projeté s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation des titres s'il s'agit d'une transmission à titre gratuit ou toute autre transmission, les conditions de règlement du prix et toutes autres conditions et enfin la date de jouissance des actions.

L'agrément du cessionnaire proposé résulte soit d'une décision du Comité de Direction de FCO prise à la majorité applicable selon les statuts de FCO aux décisions d'agrément de cessionnaire d'actions FCO, soit du défaut de réponse dans le délai de 90 jours à compter de la notification.

Le refus d'agrément, qui n'a pas à être motivé, doit être notifié à l'associé cédant par le Président de FCO au plus tard dans les 90 jours de sa demande, faute de quoi l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'agrément du ou des cessionnaires proposés par l'associé cédant, donné expressément ou tacitement par le Comité de Direction de FCO, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur justifications requises par les dispositions en vigueur.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant renonce à la cession, le Comité de Direction de FCO est tenu dans un délai de 90 jours à compter de la notification du refus, de faire acquérir les parts dont il s'agit par un ou plusieurs tiers cessionnaires agréés par lui (en ce compris le cas échéant FCO), selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des parts n'est pas réalisé dans ce délai de 90 jours, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions par un tiers est déterminé d'un commun accord entre l'associé cédant et le ou les tiers cessionnaires (ci-après, pour les besoins du présent article 6.4, les «Parties Concernées»). A défaut d'accord des Parties Concernées, le prix sera déterminé à dire d'expert au sens de l'article 1592 du Code civil luxembourgeois (les «Experts»), conformément à la procédure décrite ci-dessous (la «Procédure d'Expertise») suite à une notification de contestation (la «Notification de Contestation»).

6.4.1 Désignation des Experts

Chaque Partie Concernée mettra en œuvre la Procédure d'Expertise (i) en désignant son Expert désigné parmi les cabinets spécialisés en valorisation d'entreprises de réputation internationale indépendants des Parties Concernées et (ii) en notifiant l'Expert désigné à l'autre Partie Concernée dans les (30) jours de la Notification de Contestation (la «Notification Expert»).

Si (i) l'Expert proposé par l'une des Parties Concernées n'accepte pas sa nomination ou (ii) si l'autre Partie Concernée conteste par écrit, dans un délai de (5) jours à compter de la réception de la Notification Expert, la désignation de l'Expert proposé, l'Expert sera désigné par le Tribunal d'arrondissement de la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, statuant en référé et en dernier ressort à la requête de la Partie Concernée la plus diligente parmi les cabinets spécialisés en valorisation d'entreprises de réputation internationale indépendants des Parties Concernées. Il est convenu entre les Parties Concernées qu'en l'absence de contestation dans le délai de (5) Jours précité, les Parties Concernées seront réputées avoir accepté la désignation de l'Expert.

6.4.2 Mission des Experts

Dans les (45) Jours à compter de leur nomination, les Experts devront déterminer le prix des titres concernés, objets de du projet de cession (les «Titres Concernés»).

Les Experts devront établir un rapport écrit et détaillé justifiant leur détermination du prix des Titres Concernés et de tout élément nécessaire à leur calcul (le «Rapport d'Experts») et devront notifier ce rapport à chacune des Parties Concernées dans le délai précité de (45) jours à compter de leur nomination (la «Notification du Rapport d'Experts»).

Le Prix des Titres Concernés tels que déterminés par les Experts conformément aux stipulations du paragraphe précédent est désigné la «Valeur d'Expert».

6.4.3 Détermination définitive et irrévocable

Les Parties Concernées conviennent que la Valeur d'Expert telle qu'arrêtée par les Experts et figurant dans le Rapport d'Experts sera retenue pour la détermination du prix des Titres Concernés objets du projet de cession et que sauf erreur

manifeste, la Valeur d'Expert telle qu'arrêtée par les Experts et figurant dans le Rapport d'Experts liera les Parties Concernées de manière définitive et irrévocable eu égard à la détermination du Prix des Titres Concernés.

6.4.4 Stipulations diverses concernant la Procédure d'Expertise

La Société et l'associé cédant s'engagent à coopérer pleinement et de bonne foi avec les Experts et notamment à répondre avec diligence et dans les meilleurs délais aux questions qui pourraient être soulevées par les Experts dans l'exercice de leur mission.

La Société s'engage à faire en sorte que les Experts puissent avoir un libre accès aux informations contenues dans les livres comptables, les comptes, les états financiers, les comptes de gestion et les budgets et documents de la Société, que les Experts jugeraient nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les Experts accompliront leur mission dans le respect du principe du contradictoire et devront recueillir les observations des Parties Concernées, de FCO et de la Société, et devront préalablement à la notification du Rapport d'Experts notifier à chacune des Parties Concernées, à FCO et à la Société un rapport d'Experts préliminaire et entendre chacune des Parties Concernées, FCO et la Société sur la base dudit rapport d'Experts préliminaire.

Les frais d'expertise seront supportés à part égale par les Parties Concernées.

6.4.5 Autres

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux cessions de droits de souscription ou d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou de fusion, aux augmentations de capital réservées ou faites au profit d'un tiers non associé de la Société. Hormis celles relatives à la fixation du prix, elles sont également applicables aux adjudications publiques sur ordonnance de justice.

En cas de vente forcée aux enchères publiques, l'adjudication ne peut être prononcée que sous réserve de l'agrément de l'adjudicataire. En conséquence, dans les 15 jours de l'adjudication, l'adjudicataire est tenu de présenter sa demande d'agrément sur laquelle il est statué dans les conditions stipulées ci-avant.

En cas de refus d'agrément de l'adjudicataire, le prix à payer par la ou les personnes désignées par la Société pour lui être substitué, est celui résultant de l'adjudication. En outre, l'adjudicataire doit être remboursé par la Société des frais annexes éventuellement exposés par lui.

Si un projet de nantissement de valeurs mobilières a été agréé selon les modalités d'autorisation prévues par les présents statuts, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres nantis mais non renonciation au droit de préemption.

Tous les délais mentionnés au présent article sont des délais francs.

Toutes les notifications sont faites par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

6.5 Transmission par décès

En cas de décès de l'associé fondateur de la Société, la Société continue entre ses associés survivants et les héritiers et légataires descendants en ligne directe de l'associé fondateur décédé, lesquels ne sont soumis, ni au droit de préemption, ni au droit d'agrément visés respectivement aux articles 6.3 et 6.4 qui précèdent.

Tous les autres héritiers ou légataires de l'associé décédé ne deviennent associés qu'à condition:

- que le droit de préemption visé sous l'article 6.3 n'ait pas été exercé par les Bénéficiaires,
- et que lesdits héritiers ou légataires aient été agréés conformément au présent article 6.4.

Sont soumis également au droit de préemption et d'agrément tous les héritiers et légataires d'un associé non fondateur décédé.

6.6 Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

6.7 Les associés s'interdisent de modifier le présent article 6 sans que cette modification n'ait été approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de FCO.»

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, la Présidente ajourne l'assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 juillet 2013. LAC/2013/34425. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013127231/220.

(130154558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

**Smart Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EPF Acquisition Co 6 S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.270.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of August.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960

duly represented by Dr. Matthias Prochaska, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 29 August 2013 in New York (USA).

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of EPF Acquisition Co 6 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174270 (the "Company").

The Sole Shareholder then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Change of name of the Company to "Smart Holdco S.à r.l.";
2. Allowing for the option to issue fractional shares; and
3. Subsequent amendment of articles 1 and 6 of the Company's articles of association.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requested the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company to "Smart Holdco S.à r.l.";

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to allow for the possibility to have fractional shares, which shall have the same rights as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend articles 1 and 6 of the Company's articles of association in order to read as follows:

" **Art. 1.** The name of the company is "Smart Holdco S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles)".

" **Art. 6. Shares / Fractional shares.**

6.1 The Company's shares might be held by the shareholders as whole shares or fractions of shares. Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares. If there are fractions that do not aggregate into a whole share, such fractions shall not be able to vote.

6.2 The shares are freely transferable between shareholders.

6.3 When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4 When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5 A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6 A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7 The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the French and the English text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour d'août.

Par-devant le soussigné Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake Island, Majuro MH 96960, Marshall Islands,

dûment représentée par Matthias Prochaska, docteur en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à New York (USA) le 29 août 2013.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société EPF Acquisition Co 6 S.à r.l., une société constituée et existante sous les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social à 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174270 (la «Société»).

La partie comparante a ensuite considéré l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination sociale de la Société en «Smart Holdco S.à r.l.»;
2. Possibilité de diviser les parts sociales; et
3. Modification corrélative des articles 1 et 6 des statuts de la Société.

Après considération des différents points à l'ordre de jour, l'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination sociale de la société en «Smart Holdco S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de créer des fractions de parts sociales qui auront les mêmes droits que les parts sociales entières, sur une base proportionnelle, étant entendu, qu'une ou plusieurs parts sociales ne pourront voter, que si le nombre des fractions de parts sociales peuvent être réunies en une part sociale entière.

Troisième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 1 et 6 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Le nom de la société est "Smart Holdco S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

« **Art. 6. Parts sociales / Fractions des parts sociales.**

6.1 Les parts sociales de la Société peuvent être détenues par les associés sous forme entière ou en fractions. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les fractions de parts sociales auront les mêmes droits que les parts sociales entières, sur une base proportionnelle, étant entendues qu'une ou plusieurs parts sociales ne pourront voter que si le nombre des fractions de parts sociales peuvent être réunies en une ou plusieurs parts sociales. Dans le cas où des fractions de parts sociales ne pourront pas être réunies en une part sociale entière, celles-ci ne pourront pas voter.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3 Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4 Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5 Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.»

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande du comparant le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le comparant a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. PROCHASKA, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 3 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40192. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande

Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127070/124.

(130155049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

KS&T Venture Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.002,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.722.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 9 septembre 2013 que la personne suivante a démissionné, avec effet immédiat, de sa fonction de gérant de catégorie A de la Société:

- Monsieur Massimo Guidi, né le 2 mai 1970 à Zurich, Suisse, ayant son adresse professionnelle au 20, route de Pré-Bois, 1215 Genève 15, Suisse.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Gérant de catégorie A.

- Monsieur Stephen P. Mawer, né le 27 février 1965 au Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 20, Greenway Plaza, Houston, 77046 Texas, Etats-Unis d'Amérique.

Gérants de catégorie B.

- Monsieur Christophe Gaul, né le 3 avril 1977 à Messancy, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Fatah Boudjelida, né 13 octobre 1974 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 septembre 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2013128349/30.

(130156191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2013.